

27/01/2009



Conseil de sécurité

CS/9585

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité

6077^e séance – après-midi

LA COMMISSAIRE GÉNÉRALE DE L'UNRWA TÉMOIGNE DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DU CHOC ET DE LA DOULEUR RESENTIS PAR LA POPULATION DE GAZA

Un « vaste effort humanitaire est nécessaire », assure M. John Holmes, qui lancera un appel éclair le 2 février

La Commissaire générale de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), Mme Karen Koning AbuZayd, s'est fait l'écho devant le Conseil de sécurité, cet après-midi, des sentiments de « choc », de « douleur » et de « colère » ressentis par la population dans la bande de Gaza.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. John Holmes, a, quant à lui, estimé qu'un « vaste effort humanitaire » était « nécessaire dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'eau, de l'assainissement, de la fourniture d'énergie, des routes, de la santé et de l'assistance psychologique ». Il a précisé qu'1,3 million de Gazaouis, soit 90% de la population, souffraient de malnutrition. M. Holmes a annoncé qu'il lancerait un appel éclair le 2 février prochain pour répondre aux besoins les plus urgents en matière de reconstruction.

Mme Koning AbuZayd, qui est la première Commissaire générale de l'UNRWA à s'exprimer devant le Conseil de sécurité, a remercié celui-ci pour la grande attention qu'il a accordée au conflit à Gaza. Elle a indiqué qu'elle était venue directement du siège de l'Office à Gaza, où elle a passé la première semaine du récent conflit et la première semaine après le cessez-le-feu.

Le mandat de l'UNRWA, a-t-elle rappelé, consiste à venir en aide et à protéger une population de 4,6 millions de réfugiés en Jordanie, en Syrie, au Liban et dans le Territoire palestinien occupé. Mme Koning AbuZayd s'est dite profondément attristée d'avoir assisté autour de Gaza, depuis le début du cessez-le-feu le 18 janvier, au résultat de ce qui apparaît, a-t-elle dit, comme une destruction systématique d'écoles, d'universités, de bâtiments résidentiels, d'usines, de magasins et de fermes.

Elle a fait état du sentiment de choc et de douleur ressenti par les habitants de Gaza, de leur colère contre les Forces de défense israéliennes qui, souvent, n'ont pas su distinguer leurs cibles militaires des civils, ainsi que du ressentiment à l'égard de la communauté internationale, d'abord pour avoir permis le siège, et ensuite pour avoir laissé la guerre se dérouler pendant si longtemps.

La Commissaire générale de l'UNRWA a exprimé l'espoir de voir la communauté internationale répondre avec urgence aux besoins des Palestiniens et saisir les opportunités de rétablir la situation à Gaza. Elle a ainsi mis l'accent sur la nécessité d'une action politique visant à créer les conditions qui permettraient de développer des activités humaines et humanitaires ayant le maximum d'impact sur la vie des Palestiniens.

La priorité, a-t-elle ajouté, est de répondre aux besoins fondamentaux et aux droits élémentaires tels que l'éducation, les soins de santé et le travail. La meilleure façon d'aller de l'avant est de rétablir une vie normale à Gaza, a-t-elle insisté. Mme Koning AbuZayd a expliqué que les activités de rétablissement étaient déjà en cours à Gaza. Ainsi, l'Office a aidé à 200 000 enfants à retourner à l'école, samedi dernier, tandis qu'une assistance est apportée aux 50 000 Palestiniens déplacés qui avaient trouvé refuge dans des salles de classe de l'UNRWA. Au-delà du travail de l'UNRWA concernant les réfugiés, une réponse interinstitutions est essentielle pour le succès du processus de redressement, a-t-elle assuré.

La Commissaire générale a, de même, souligné les défis qui dépassent le domaine humanitaire. Le Conseil de sécurité doit partager le fardeau en restaurant une vie normale à Gaza, a-t-elle dit. Ce fardeau est lourd, mais loin d'être insurmontable, a-t-elle estimé. La loi et l'ordre public doivent être rétablis à Gaza. Ceci permettra l'identification des interlocuteurs locaux aptes à assurer la sécurité du personnel et des opérations humanitaires, ainsi qu'un environnement garantissant la protection des civils.

En outre, toutes les frontières de Gaza doivent être ouvertes et le rester afin de permettre une liberté de circulation dans les deux sens des personnes, des biens et des liquidités. Les négociations visant à mettre fin à l'occupation et à résoudre par des moyens pacifiques le conflit israélo-palestinien sont également plus que jamais essentielles, a-t-elle ajouté, précisant que ces négociations devraient être inclusives et équilibrées et permettre à des réfugiés d'être représentés.

Mme Koning AbuZayd a affirmé que des enquêtes sur des violations flagrantes du droit international, y compris des attaques directes contre le personnel et les installations des Nations Unies, devraient être menées. Sans la réconciliation entre Palestiniens et le retour à l'intégrité du Territoire palestinien occupé, aucun de ces objectifs ne sera réalisé, a-t-elle prévenu.

La Commissaire générale a également rendu hommage au dévouement et au courage du personnel de l'UNRWA pendant le conflit, qui a connu les bombardements aériens, les tirs de mortiers et les tirs d'armes légères, tout en déplorant le fait que quatre de ses membres aient perdu la vie, dont deux pendant leur service.

Dans les mois à venir, pour consolider le fragile cessez-le-feu résultant de l'adoption de la résolution 1860 (2009), l'engagement continu du Conseil de sécurité est de la plus haute importance, a-t-elle conclu. Elle a ainsi appelé le Conseil à exercer de son autorité de façon à transformer en réalité le rêve partagé des Israéliens et des Palestiniens d'un avenir sûr, pacifique et prospère.

Avant l'intervention de Mme Koning AbuZayd, M. Holmes était revenu sur sa visite au Moyen-Orient du 21 au 25 janvier dernier, où il a rencontré des représentants de l'Autorité palestinienne, du Gouvernement israélien et de la société civile palestinienne. Au Caire, il s'est entretenu avec Mme Susan Mubarak, en sa qualité de Présidente du Croissant-Rouge égyptien, ainsi qu'avec des représentants du Gouvernement égyptien et de la Ligue des États arabes.

M. Holmes a mis l'accent sur sa visite à Gaza, cinq jours après l'instauration du cessez-le-feu. Aux côtés du Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Robert Serry, il a pu se rendre compte de la gravité de la situation humanitaire sur place, marquée notamment par les destructions massives et le fait qu'un Gazaoui sur 215 a été tué ou blessé au cours des trois semaines du conflit.

Après avoir brossé un tableau des dégâts causés par la guerre, il a souligné les conséquences traumatisantes des bombardements sur l'état psychologique des civils. À ce propos, il a exprimé son admiration à l'égard du personnel de l'UNRWA, des équipes médicales gazaouies et de tous ceux, membres des institutions de l'ONU et des ONG ainsi que du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui ont continué à secourir et assister les victimes au péril de leur vie.

M. Holmes a ensuite attiré l'attention sur l'utilisation « cynique » des installations civiles par le Hamas et les tirs de roquettes contre Israël, qu'il a qualifiées de violations claires du droit international humanitaire. « Toutefois, a-t-il ajouté, même si l'on tient compte du droit d'Israël de protéger sa population, il est évident que des questions demeurent en ce qui concerne les manquements des Forces de défense israéliennes en matière de protection des civils et des travailleurs humanitaires dans Gaza. »

M. Holmes a en outre noté qu'en égard à l'ampleur et à la nature des dommages constatés et des nombreuses pertes en vies humaines, il existait de sérieux doutes concernant le respect par Israël des principes de distinction et de proportionnalité au cours de la crise. « Israël devra répondre de ses actes », a-t-il dit. Le Secrétaire général adjoint a ajouté que le bouclage de Gaza, qui sévissait depuis 18 mois avant l'attaque israélienne, avait contribué considérablement à aggraver la situation humanitaire sur place, qui était déjà caractérisée par une détérioration grave des conditions de vie et un affaiblissement des infrastructures publiques de base.

Il a aussi déclaré que pour que les donations puissent être utilisées efficacement, il faudrait qu'Israël autorise l'entrée d'un plus grand nombre de camions de livraison dans la bande de Gaza. « Les bons jours, 120 camions pénètrent dans la zone, alors que les besoins actuels nécessiteraient un minimum de 500 livraisons de biens et d'équipements par jour », a-t-il dit, expliquant que la centrale électrique de Gaza nécessitait plus de 500 000 litres de carburant par jour pour fonctionner normalement.

Le Coordonnateur des secours d'urgence a également demandé que soient levées les restrictions qui continuent d'entraver l'accès dans la bande de Gaza de nombreux travailleurs humanitaires. Évoquant brièvement les derniers incidents dans la zone, M. Holmes a indiqué que l'attaque contre une patrouille israélienne au sud de Gaza avait entraîné la fermeture immédiate de tous les points de passage, ce qui illustre selon lui la fragilité de la situation.

Poursuivant, M. Holmes a insisté sur le fait qu'Israël avait une responsabilité particulière, en tant que puissance occupante, pour ce qui est du respect du droit international humanitaire. Il a ainsi estimé qu'il était désormais impératif qu'Israël, conformément à l'Accord de 2005 sur le mouvement et l'accès, maintienne ouverts les points de passage, non pas, a-t-il dit, parce que le Hamas le veut ou pourrait en profiter, mais parce que les Gazaouis en ont besoin. Il a fait savoir que les autorités israéliennes l'ont assuré de leur volonté de travailler avec les institutions de l'ONU et le reste de la communauté humanitaire pour améliorer l'acheminement de l'aide à la population de la bande de Gaza.

M. Holmes a cependant précisé qu'Israël continuerait de contrôler le passage de biens susceptibles de faire l'objet d'un double usage. Il a également souligné que, pour faciliter l'effort humanitaire et, à long terme, permettre la reconstruction de Gaza, il était indispensable que les Palestiniens s'engagent dans un réel processus de réconciliation, les Nations Unies et ses partenaires ayant un rôle unique à jouer dans ce cadre.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel